



Niger : Sensibilisation à Téra, des membres du bataillon tchadien de la Force conjointe du G5 Sahel, sur les droits de l'homme, le droit international humanitaire et les violences sexuelles



Éditorial

D'importants changements au sein de l'environnement de travail du projet ont été notés au cours de la période en revue. En effet, la cinquième session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat du G5 Sahel, qui s'est réunie par vidéoconférence le 9 juillet 2021 a entériné la nomination du diplomate burkinabé, TIARE Yemdaogo Eric, au poste de Secrétaire exécutif du G5 Sahel. L'ambassadeur Tiare succède à ce poste à M. Maman Sidikou, appelé à d'autres fonctions. Dans la même veine, ce trimestre aura été marqué par la passation de service, le 30 juillet, entre le commandant sortant de la Force conjointe du G5 Sahel, le Général Oumarou Namata, et son successeur le Général de Division Oumar Bikimo du Tchad, qui

occupera cette fonction pour les deux prochaines années.

Il convient de noter que lors de la cérémonie de passation de charges, entre les deux Généraux, le COMANFOR sortant a fait le point sur les réalisations accomplies par son équipe au cours des troisième et quatrième mandats de la Force conjointe. Il a mentionné, entre autres réalisations, l'élaboration de la Procédure opérationnelle permanente (POP) sur les enquêtes internes avec l'appui du HCDH. Avec le nouveau COMANFOR, le Projet a tenu une première séance de travail, le 15 septembre.

Au cours de cette entrevue, l'équipe du HCDH a informé le Général sur le projet et ses réalisations liées au soutien fourni à la FC-G5S.

Par ailleurs, dans l'optique de la rotation du personnel du Poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT), l'état-major de la Force conjointe, le HCDH a contribué à la formation de pré-déploiement des 45 hommes et femmes qui animeront le mandat V du PCIAT de la Force conjointe.

Julien ATTAKLA-AYINON

**Coordonnateur du Projet d'appui à la Force
conjointe du G5 Sahel**

Mauritanie : Formation de pré-déploiement au profit des membres du nouveau PCIAT de la Force conjointe du G5 Sahel

En prélude à la rotation de l'état-major de la FC-G5 Sahel, la formation de pré-déploiement des membres du nouveau Poste de Commandement interarmées de théâtre (PCIAT) s'est tenue du 23 septembre au 15 octobre 2021 à Nouakchott.

L'équipe de projet, en collaboration avec OCHA, le HCR, l'UNICEF et la Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA, a dispensé une formation sur le Cadre de conformité, la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, les droits de l'homme, le droit international humanitaire, le droit

international des réfugiés, le genre et les violences sexuelles, la protection des enfants dans les conflits armés, ainsi que la protection des sources et des victimes. Cette formation qui a profité à 40 officiers supérieurs, dont une femme, tous membres du personnel du PCIAT entrant Mandat V avait pour but de rafraîchir les connaissances des participants en matière de droits de l'homme et de droit international humanitaire et de leur fournir des notions de base/essentielles dans ces domaines, qu'ils pourront transmettre aux unités placées sous leur responsabilité pour qu'elles les mettent en œuvre pendant les opérations militaires.

Dans ce numéro :

Editorial	1
Renforcement des capacités	2 - 5
Elaboration de procédures internes de la Force	6
Activités de communication	6 - 7



Les membres du PCIAT (Mandat V) de la FC-G5S, issus des différents pays du G5 Sahel se sont réunis du 23 septembre au 15 octobre, pendant trois semaines à Nouakchott en Mauritanie, pour une formation de pré-déploiement.

Formations de pré-déploiement des unités prévôtals de la Force Conjointe au Mali et au Niger

Au cours de la période concernée, les équipes du HCDH au Mali et au Niger ont participé aux formations de pré-déploiement de deux unités prévôtals de la Force conjointe du G5 Sahel. Ces deux sessions ont eu respectivement lieu du 2 au 6 août 2021, à Bamako au Mali, au bénéfice de 13 prévôts (tous des hommes) de l'unité de Goma Coura, puis du 7 au 9 septembre à Téra, au Niger, au profit des 14 membres (tous des hommes) de l'unité prévôtale du 8^{ème} bataillon tchadien. L'objectif de ces sessions était de fournir

aux participants, les rudiments nécessaires pour comprendre et appliquer les principes relatifs au droit international des droits de l'homme, au droit international humanitaire et au droit des réfugiés dans la lutte contre le terrorisme. Les participants ont aussi bénéficié, d'une présentation sur la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme assurée, lors de la formation de Bamako, par la Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA.

Les discussions qui ont suivi ont permis de préciser certaines notions, notamment les questions liées au rôle des prévôts dans la judiciarisation des opérations de la Force conjointe. L'objectif était de former les 14 membres de l'unité de prévôté sur le droit international humanitaire, les droits de l'homme, les droits de l'enfant et des réfugiés dans le contexte de lutte contre le terrorisme et les violences sexuelles. Ils ont également reçu des informations sur le cadre de conformité.

Niger : Sensibilisation sur le DIH et les violences sexuelles au profit du 8^{ème} bataillon de la Force conjointe à Téra



Le préfet de Téra délivrant son mot de bienvenue lors de la cérémonie d'ouverture de la sessions de sensibilisation, le 7 septembre 2021, entouré du Commandant du Fuseau Centre et du Commandant du bataillon tchadien basé à Téra.

A Téra, les 7 et 8 septembre, l'équipe de projet au Niger a organisé, conjointement avec le projet PROMIS (Projet HCDH sur les droits des migrants), une sensibilisation sur les droits de l'homme (DH), y compris les violences sexuelles, le droit international humanitaire (DIH) et les droits de l'homme aux frontières internationales au profit du 8^{ème} bataillon tchadien de la force conjointe du G5 Sahel, sur leur base à Téra. L'objectif était de sensibiliser les membres du bataillon à la nécessité d'appliquer les normes des DH et du DIH au cours de leurs opérations. Au moins 750 participants (dont 40 officiers, 100 sous-officiers et 610 hommes du rang), ont bénéficié à cette session de sensibilisation, après avoir été répartis en plusieurs groupes.

Tchad /Niger : Sensibilisations du personnel des fuseaux Est et Centre



Les formateurs du HCDH aux côtés des officiers du Poste de Commandement du Fuseau Centre de la FC-G5S

Il convient de noter que les équipes du HCDH au Niger et au Tchad conduisent régulièrement des sensibilisations aux droits de l'homme et au DIH pour le personnel des fuseaux Centre et Est de la Force conjointe du G5 Sahel. Ainsi, le 29 juin, et le 8 juillet, au Tchad et au Niger respectivement, les équipes du projet ont poursuivi les campagnes de sensibilisation au profit de membres du personnel des Fuseaux Est et Centre de la Force conjointe du G5 Sahel. Ces deux sessions ont réuni au total 36 officiers, dont deux femmes (une par fuseau). L'activité a été l'occasion de rappeler l'importance de l'application des principes et normes des droits de l'homme et de la protection des civils dans le cadre des opérations militaires de contre-terrorisme.

Mauritanie : Les organisations de la société civile de la zone d'opération de la FC-G5S formées sur la lutte contre les violences sexuelles



Du 27 septembre au 1^{er} octobre, l'équipe du projet en Mauritanie a conduit une mission dans la région du Hodh El Chargui, région abritant la zone d'opération de la Force conjointe du G5 Sahel. Cette mission de terrain, a offert un cadre de partage d'expérience avec la société civile sur la lutte contre les violences sexuelles lors des opérations de la Force conjointe.

Lors d'une mission de terrain conduite dans le Hodh El Chargui par l'équipe du projet en Mauritanie, une formation a été organisée, les 29 et 30 septembre 2021, au profit de 27 représentants de la société civile de Nema et Bassikounou, dont 13 femmes. L'objectif de la formation était de renforcer les notions déjà acquises grâce aux séances de renforcement de capacités de la société civile, conduites à distance, et pendant lesquelles, l'équipe avait introduit les notions de base de DIDH et de DIH.

Pendant les deux jours de formation, l'équipe a déroulé des présentations qui ont permis de préciser certaines notions en matière de droits des femmes, et de lutte contre les violences sexuelles en temps de conflit. Cette activité fut aussi l'occasion pour les partenaires d'exprimer leur engagement contre les violences sexuelles et d'enregistrer des vidéos de sensibilisation destinées à la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes.

En octobre 2021, ces défenseurs et défenseuses des droits de l'homme bénéficieront d'une autre session sur les mécanismes de lutte et de réponse contre les différents types de violences sexuelles.



L'équipe du HCDH et les participants, au lancement de l'activité, le 29 septembre à Nouakchott

Burkina Faso : Finalisation de la phase des consultations pour l'élaboration d'une stratégie régionale de protection des civils



Les participants à l'atelier sur la protection des civils en photo de famille lors de la première journée des consultations

Du 27 au 30 septembre, le Secrétariat exécutif du G5 Sahel, la Force conjointe du G5 Sahel et le HCDH ont organisé, à Ouagadougou, la dernière session de la série des cinq ateliers-diagnostic et de consultations des parties prenantes visant à élaborer une stratégie régionale pour la protection des civils dans l'ensemble des Etats du G5 Sahel. L'activité a rassemblé 40 participants, dont dix femmes, provenant de diverses régions du Burkina Faso, notamment des représentants du

gouvernement, des leaders communautaires, la société civile, la Commission nationale des droits de l'homme. A noter, la participation importante des partenaires techniques et financiers, notamment le Chef de la Coopération de la Délégation de l'Union européenne, le Coordinateur Résident a.i. du Système des Nations Unies au Burkina Faso, ainsi que le Chef de la Division Défense du G5 Sahel, représentant le Secrétaire Exécutif à la cérémonie d'ouverture. Les discussions ont été très riches et assorties de recommandations.

Niger : Participation aux exercices de la Composante Police de la Force conjointe sur la coordination de la judiciarisation du champ des opérations



Une vue partielle des participants aux exercices sur la judiciarisation du champ des opérations de la Force conjointe du G5 Sahel, qui s'est tenue du 20 au 29 septembre à Niamey, Niger

Du 20 au 29 septembre à Niamey (Niger), un membre de l'équipe du projet a participé aux exercices de la composante police de la Force conjointe du G5 Sahel sur la coordination de la judiciarisation du champ des opérations de la Force conjointe, organisés par Expertise France. L'objectif était d'examiner le fonctionnement de la chaîne de judiciarisation de la composante police. Ces exercices visaient également à tester les procédures, mécanismes et principes de la judiciarisation tels que pratiqués par les différents segments de la

Composante police. L'activité a rassemblé une soixantaine de participants, dont deux femmes, issus des cinq pays du G5-Sahel, parmi lesquels des procureurs des différents services judiciaires spécialisés, des chefs d'unités de détention provisoire et des unités d'investigation spécialisées, qui ont pris part aux exercices. Des facilitateurs et observateurs du HCDH, de l'ONUUDC, de EUCAP Sahel (Mali et Niger) et de la RACC ont participé aux sessions.

Élaboration de procédures opérationnelles permanentes (POP) et autres documents internes à la FC-G5S

Atelier technique sur la Directive de la Composante police

Du 17 au 19 août à Bamako, l'équipe du projet a participé à un atelier technique sur la directive de la composante police organisé par le Secrétariat exécutif du G5 Sahel.

L'objectif de l'atelier était d'affiner et de finaliser la Directive sur la Composante police pour la soumettre lors de la prochaine réunion du CDS (celle prévue en novembre à Ouagadougou, laquelle a été finalement reportée en raison du contexte sécuritaire).

Cet atelier technique a également été l'occasion d'élaborer un plan d'action pour mettre en œuvre les recommandations de l'atelier régional de décembre 2019 sur la judiciarisation des opérations du G5 Sahel.



Mali : Atelier d'échanges sur la stratégie de communication du Projet et autres activités de communication



Une vue du présidium lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier, avec aux côtés du représentant du COMMANFOR, l'Ambassadeur de l'Union européenne au Mali et les représentants du HCDH, du CNC et le président du Réseau des INDH du G5

Les 15 et 16 septembre, l'équipe du projet a organisé à Bamako, sous la coordination du Consultant en communication, Maurille AGBOKOU, un atelier d'échanges sur sa stratégie de communication, plaidoyer et sensibilisation du Projet. L'activité a vu la participation de plusieurs partenaires clés : l'Ambassadeur de l'Union européenne au Mali, le Représentant du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et Directeur de la Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA), le Président de la Commission nationale des droits de l'homme du Burkina Faso, le représentant du réseau des INDH du G5 Sahel et le Chef d'état-major des armées du Mali par intérim.

L'événement a réuni 46 participants venant de tous les pays du G5 Sahel, dont dix femmes issues des INDH, des OSC, des médias, des forces de défense et de sécurité, du Secrétariat exécutif du G5 Sahel, de la Haute Autorité de la Communication au Mali et de la Délégation de l'Union européenne au Mali.

L'objectif principal de l'atelier était d'examiner de manière critique les résultats des consultations ainsi que le projet du document de stratégie de communication et de formuler des suggestions, des recommandations et des propositions pour enrichir la stratégie de communication et le plan d'action y afférent. Il convient de noter que dans le cadre de l'élaboration de cette stratégie, l'équipe du Projet a eu recours aux services d'un consultant en communication comme indiqué plus haut. Ce dernier a construit ses propositions sur la base de consultations extensives, entamées depuis 2020, auprès de divers partenaires et acteurs concernés dans les pays du G5 Sahel.

C'est dans ce cadre que des missions ont été conduites du 2 au 5 août à Ségou, au Mali, avec la participation du Coordonnateur du Projet, du 23 au 25 à Mopti puis du 26 au 27 août à Gao, au Mali. D'autres consultations ont eu lieu à distance en Mauritanie et au Tchad, après celles menées en présentiel au Niger en novembre 2020.

Mali : Atelier de renforcement des capacités de la société civile sur la question de la communication autour du Projet



Les acteurs de la société civile et des media de Mopti, dans le centre du Mali, lors de l'atelier de formation sur le cadre de conformité et la communication autour du Projet

Ainsi, du 6 au 9 septembre, à Ségou, au Mali, l'équipe du projet a organisé un atelier de renforcement des capacités des organisations de la société civile et des acteurs des médias.

L'événement a réuni 45 participants, dont 10 femmes, issus des médias et de la société civile, venus de Bamako et de Ségou. L'objectif de l'atelier était de renforcer l'appropriation des enjeux

autour des actions de communication du Projet et de développer des outils de sensibilisation sur le Cadre de conformité, notamment dans les formats de production radio et de réseaux sociaux. Les participants ont été répartis en groupes de travail pour produire des tables rondes, des spots et des microprogrammes de sensibilisation sur le mandat du Projet.